



Une force
à vos côtés

www.cgt63.fr



SODG

cgtsodg@yahoo.fr
www.cgtmichelin.fr

Pour l'emploi, les salaires, les retraites, il faut un 1^{er} Mai mobilisé et combatif !

C'est à une course de fond que le gouvernement et le patronat nous contraignent à présent. Du bouclier fiscal à la réforme des retraites qu'ils nous préparent, en passant par la destruction des services publics, jamais le partage des richesses n'a été aussi inéquitable, jamais on n'a vu une telle offensive contre les acquis sociaux. Dans ce contexte, chaque rendez-vous unitaire devient une nouvelle étape pour la construction du rapport de force, qui seul nous permettra à terme d'obtenir une autre politique de l'emploi, une autre répartition des richesses avec des salaires dignes pour toutes et tous, des acquis sociaux (dont nos retraites) préservés et même renforcés.

De l'argent, il y en a ...

Malgré la crise, les bénéfices des 40 plus grandes entreprises ont atteint 47,3 Milliards d'euros en 2009, dont plus des deux tiers (35,5 Milliards d'euros) reversés aux actionnaires, avec une palme pour France Télécom qui a trouvé le moyen de distribuer 3,1 Milliards de dividendes avec un résultat de 2,9 Milliards.

Les banques et compagnies d'assurances, pourtant

impliquées aux origines de la crise, en ont fait une source de profits, allant jusqu'à quadrupler leurs bénéfices : 6 Milliards d'euros de bénéfices pour BNP Paribas, + 290 % de profits pour AXA assurances...

Quand à Michelin, s'il a annoncé un peu moins de bénéfices, il ne baisse pas pour autant la part qu'il va distribuer le 7 mai au Polydôme : 150 millions d'euros !

Il faut une autre politique de l'emploi...

En 30 ans, l'industrie française a perdu 1,5 Million d'emplois ; pendant ce temps, la part des dividendes versés aux actionnaires a été multipliée par 5, en passant de 5 à 25 % de la valeur ajoutée.

Certes les grandes entreprises ne font pas directement tous les emplois, mais la politique industrielle a des conséquences sur des PME dont le rôle dans l'industrie est devenu considérable : 40 % de l'emploi industriel, 30 % de la valeur ajoutée et de l'investissement. Il faut noter que 20 % des PME de l'industrie appartiennent à un groupe et que 60 % d'entre elles sont dépendantes économiquement et financièrement, des choix et de la stratégie des grandes entreprises donneuses d'ordre.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à l'avidité sans

limite des grands groupes industriels et financiers qui n'hésitent pas à piller et détruire le travail, dans le seul but d'augmenter leurs rendements financiers.

Il faut arrêter la politique de destruction des services publics. Il faut empêcher le gouvernement de mener à bien son projet de suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux. Santé, éducation, transports, énergies, collectivités territoriales... sont autant de droits aux services publics qui nous appartiennent. On veut nous les prendre aujourd'hui, pour nous les vendre demain ! Non seulement, cette politique aggrave directement le chômage en détruisant des emplois, mais elle fragilise les territoires dans leur capacité à accueillir l'activité privée.

Il faut revaloriser les salaires et les pensions...

La CGT SODG revendique la revalorisation immédiate de 350 € nets par mois des pensions et des retraites.

Pendant que les actionnaires ont vu leurs dividendes exploser, la part des salaires elle, a diminué de 10 % dans le Produit intérieur brut (PIB) depuis les années 80 : moins 160 Milliards d'euros par an.

A titre de comparaison, le plan de relance de

l'économie du gouvernement est de 26 Milliards sur deux ans.

Revaloriser les salaires et les pensions, c'est possible ! Les grands groupes en ont les moyens pour leurs salarié(e)s et les PME les auront si les grands groupes et les banques cessent de les étrangler.

.../...

La retraite à 60 ans, c'est un droit !

Alors que déjà, 60 % des salarié(e)s ne sont plus en activité à 60 ans, le gouvernement ne fait pas mystère de son intention d'allonger encore la durée des cotisations et de reculer l'âge légal de départ à la retraite. En réalité, il s'agit d'une façon déguisée de baisser le niveau des pensions.

Comment peut-on imaginer que ce soit possible ? Avec un montant moyen de 1 069 €, 1 535 € pour les hommes et 692 € pour les femmes, avec 4,5 millions de retraités qui perçoivent le minimum (590,33 €), cela revient soit à condamner cette population à la misère, soit à la contraindre à avoir recours au privé, avec les résultats qu'on a vus aux USA ou en Angleterre.

La retraite à 60 ans, c'est possible !

Entre 1959 et 1990, l'augmentation de la productivité avait permis d'augmenter de 5,4 % à 11,2 % la part des richesses (PIB) consacrée aux retraites. Mais depuis la réforme Balladur de 1993, cette part ne progresse plus alors que celle consacrée aux dividendes a plus que doublé. Il faut rétablir la priorité aux retraites !

Un million de salariés en plus, c'est 5 Milliards d'euros de cotisations pour les retraites : là encore, **une vraie politique de l'emploi doit protéger l'intérêt collectif contre le profit aveugle.**

Stock options, intéressement, revenus financiers sont autant de moyens de détourner les richesses de la solidarité interprofessionnelle et intergénérationnelle : **il faut les mettre à contribution !**

En 1960, nous dit-on, il y avait 4 actifs pour 1 retraité ; en 2000, 2 actifs et en 2020, 1,5.

C'est vrai. Mais d'ores et déjà, les deux actifs produisent une fois et demi plus que les quatre d'il y a

soixante ans (en raison de la productivité du travail).

A l'horizon 2020, un actif produira plus que les deux d'aujourd'hui. Donc, à condition de ne pas laisser les grands groupes industriels et financiers piller ces richesses, il y en aura autant de disponibles pour les retraités.

Relever les cotisations et élargir leur assiette est tabou pour le gouvernement et le patronat.

Pourtant remonter immédiatement d'un tiers de point ne conduirait pas à la catastrophe.

Selon l'INSEE, la part des "*charges sociales employeurs dans la valeur ajoutée des entreprises non financières*" est passée de 19,8 % en 1982 à 16,1 % en 2007, soit une baisse de 3,7 points en quinze ans.

A l'inverse, pour simplement laisser le système en l'état (la CGT demande plus), il ne faudrait augmenter chaque année la part des richesses (PIB) consacrée aux retraites que de 0,34 points.

Hommes et femmes : égalité devant les retraites !

On ne peut défendre nos retraites sans revendiquer l'égalité de toutes et tous. Les inégalités que subissent les femmes face à la formation, l'accès à l'emploi, les salaires, ont de graves répercussions à l'heure de la retraite. Ainsi, 55 % des femmes sont

au minimum contributif (580 €) et constituent 85 % des personnes retraitées à ce niveau. Pourtant, depuis 1983, les lois se sont succédé pour compenser ces inégalités. **Il est temps qu'elles entrent réellement en application !**

Tenir compte de la pénibilité : une question de justice sociale !

La CGT demande le départ anticipé à la retraite à taux plein à 55 ans pour les métiers pénibles. **Non seulement, nous devons défendre notre système de retraite, mais en plus, nous**

devons revendiquer que des salarié(e)s, dont l'espérance de vie est en moyenne inférieure de 7 années, puissent partir plus tôt.

Salarié(e)s du privé et du public, retraité(e)s, précaires et privé(e)s d'emploi, étudiant(e)s, toutes et tous ensemble !

Manifestons le 1^{er} Mai

RASSEMBLEMENT à 10 h - Avenue de la république